



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission de l'environnement
et de l'énergie,**

**chargée de la conservation de la nature,
du bien-être animal, de la propreté, de la
politique de l'eau et du Port de Bruxelles**

RÉUNION DU

MERCREDI 21 OCTOBRE 2020

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor het Leefmilieu
en de Energie,**

**belast met het Natuurbehoud,
het Dierenwelzijn, de Netheid,
het Waterbeleid en de Haven van Brussel**

VERGADERING VAN

WOENSDAG 21 OKTOBER 2020

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Question orale de Mme Dominique Dufourny 1

à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,

concernant "la création d'une application mobile similaire à "GetPet" en Région bruxelloise".

Question orale de Mme Dominique Dufourny 3

à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,

concernant "l'application mobile pour signaler les animaux maltraités en Région de Bruxelles-Capitale".

Question orale de Mme Victoria Austraet 6

à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,

concernant "l'attribution d'un subside de 60.000 euros à la VUB pour tester une méthode alternative à l'expérimentation animale".

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Dominique Dufourny 1

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de ontwikkeling van een soortgelijke mobiele app als "GetPet" in het Brussels Gewest".

Mondelinge vraag van mevrouw Dominique Dufourny 3

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de mobiele app om mishandelde dieren te melden in het Brussels Gewest".

Mondelinge vraag van mevrouw Victoria Austraet 6

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de toekenning van een subsidie van 60.000 euro aan de VUB om een alternatief voor dierproeven te testen".

103 Présidence : M. Tristan Roberti, président.

105 **QUESTION ORALE DE MME DOMINIQUE DUFOURNY**

105 à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,

105 concernant "la création d'une application mobile similaire à "GetPet" en Région bruxelloise".

107 **Mme Dominique Dufourny (MR).**- Chaque été, le nombre d'abandons de chiens et de chats monte en flèche et les refuges pour animaux saturent. Les personnes qui souhaitent adopter un animal de compagnie peuvent rencontrer différents problèmes au moment de la décision finale. Il s'agit généralement du manque d'information, de préparation, d'engagement, ou encore d'une mauvaise communication entre les refuges et les potentiels adoptants.

En Lituanie, à la suite de la prolifération d'abandons de chiens et de chats, un refuge animalier a décidé de lancer une application mobile pour faciliter le contact entre les maîtres en devenir et leur futur protégé. L'utilisateur découvre différents chiens et chats en photo. Il peut faire glisser la fiche de l'animal vers le bas pour voir davantage d'informations (poids, taille, âge, photos supplémentaires), à droite pour signaler qu'il est intéressé par l'adoption, et à gauche pour passer aux animaux suivants.

Lorsque l'utilisateur souhaite adopter un animal, une rencontre est organisée par le refuge ; une période d'essai de quatorze jours est mise en place, afin qu'il puisse être guidé dans sa démarche d'adoption par un éducateur. L'adoptant apprend ainsi à s'occuper de l'animal et à gérer les problèmes potentiels. Après la période d'essai, l'éducateur juge de leur compatibilité avant de valider enfin l'adoption. Le profil de l'animal reste visible sur l'application mobile jusqu'à son adoption définitive.

Il s'agit d'une magnifique initiative pour multiplier les adoptions dans les règles. Les créateurs de ce système novateur assurent que le sérieux est de mise et qu'il ne s'agit pas d'un jeu. D'ailleurs, victime de son succès depuis son lancement en janvier 2019, le refuge a déjà enregistré 5.000 inscriptions à son application et croule sous les appels.

109 Avez-vous déjà pris connaissance de cette application mobile et des avantages qu'elle pourrait apporter dans le futur ?

Votre administration a-t-elle mené des concertations ou des collaborations avec des refuges animaliers et des entreprises actives dans l'innovation et la transition numérique afin de sensibiliser à l'adoption des animaux ? Quelles conclusions pouvez-vous nous communiquer à ce stade ?

Voorzitterschap: de heer Tristan Roberti, voorzitter.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW DOMINIQUE DUFOURNY

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de ontwikkeling van een soortgelijke mobiele app als "GetPet" in het Brussels Gewest".

Mevrouw Dominique Dufourny (MR) (in het Frans).- Elk jaar worden er meer katten en honden achtergelaten. De asielen zitten vol. Vaak haken personen die een huisdier willen adopteren op het laatste moment af omdat ze niet goed geïnformeerd of voorbereid zijn, het toch niet zien zitten om voor een dier te zorgen of omdat de communicatie met het asiel slecht verloopt.

Een Litouws asiel maakte een app waarin de dieren die beschikbaar zijn voor adoptie kunnen worden bekeken. Er is heel wat informatie via de app beschikbaar en wie interesse heeft om een dier te adopteren, kan dat signaleren.

Wanneer een gebruiker een dier wenst te adopteren, organiseert het asiel een ontmoeting, gevolgd door een begeleide proefperiode van twee weken. Daarna beslist het asiel of dier en baasje bij elkaar passen alvorens het de adoptie goedkeurt. Het profiel van het dier blijft beschikbaar via de app tot de adoptie rond is.

Een dergelijke app is een fantastisch instrument om ervoor te zorgen dat meer dieren volgens de regels worden geadopteerd. De app is in Litouwen overigens een groot succes.

Bent u op de hoogte van het bestaan van de app en zijn potentiële voordelen?

Overlegde u met de asielen en met bedrijven die actief zijn op het gebied van digitale transitie over de bewustmaking rond de adoptie van dieren? Wat kunt u ons daar op dit moment over zeggen?

Enfin, quelles mesures concrètes soutenez-vous dans la transition numérique visant le secteur animalier ? Quel budget a-t-il été prévu à cette fin ?

¹¹¹ **M. Bernard Clerfayt, ministre.** - J'ai pris connaissance, comme vous, dans la presse, de l'existence de cette application créée en Lituanie et comparée à l'application de réseautage social Tinder, à la différence qu'il s'agit ici de mettre en contact des candidats adoptants et des animaux à adopter. Cette application permet en effet, d'un simple mouvement de pouce, de passer d'un animal à l'autre et de choisir celui qui vous plaît le plus à première vue.

Si j'entends promouvoir l'adoption d'animaux en refuge, je ne suis pas encore convaincu du bien-fondé d'une telle application qui présente un risque d'adoptions impulsives. L'exemple lituanien serait intéressant à suivre sur quelques mois pour vérifier que des mesures sont prises afin d'éviter cet aspect d'impulsivité. Soyons clair : l'objectif de Tinder est de jouer sur l'impulsion et le coup de cœur, ce qui ne constitue pas nécessairement la meilleure manière d'encadrer une adoption structurée, bien pensée et bien réfléchie au regard de toutes les contraintes qu'entraînent l'adoption d'un animal.

De manière générale, nous réfléchissons d'ailleurs à des stratégies visant à limiter les achats impulsifs et adoptions impulsives, qui engendrent de nouveaux abandons et donc un préjudice plus grand encore pour la vie de l'animal, lequel doit dès lors lui-même adopter plusieurs fois des maîtres ou des familles d'accueil.

¹¹³ Dès lors, il faut encadrer l'adoption de manière stricte et sans doute examiner plus attentivement cette expérience lituanienne qui a fait parler d'elle, notamment parce qu'elle conjugue modernité et séduction.

C'est très différent de votre question, qui concerne l'ensemble des refuges. Il s'agit en l'occurrence d'un refuge qui définit sa propre stratégie d'interaction avec des adoptants et est donc responsable de sa banque de données d'animaux.

L'instauration d'un mécanisme similaire pour les différents refuges bruxellois nécessiterait un travail de coordination gigantesque. Il conviendrait aussi d'homogénéiser la qualité des informations produites et le suivi de celles-ci, ce qui demanderait un énorme effort à tous les refuges, lesquels ne disposent pas tous du même niveau organisationnel.

Cette question n'est pas encore à l'ordre du jour. Je suis néanmoins prêt à suivre l'initiative lituanienne sur la durée, afin d'examiner s'il y a de bonnes raisons de l'adopter.

Pour l'instant, en matière de transition numérique dans le secteur animalier, aucun projet ne fait l'objet d'un soutien. Je n'ai pas reçu de demandes particulières d'opérateurs en ce sens. Certaines réflexions sont en cours au sein des organes de la Région bruxelloise actifs dans l'informatisation et la numérisation, mais il est encore trop tôt pour faire des annonces ou des propositions.

Welke maatregelen neemt u in het kader van de digitale transitie rond dierenwelzijn? Welk budget trekt u daarvoor uit?

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans). - *Ik weet van het bestaan van de Litouwse app, die werkt als een soort Tinder om potentiële baasjes en huisdieren met elkaar in contact te brengen. Het is heel eenvoudig om in de app verscheidene dieren te bekijken en het dier te kiezen dat op het eerste gezicht het meest in de smaak valt.*

Ik wil de adoptie van asiëldieren promoten, maar ik vrees dat een dergelijke app impulsieve beslissingen in de hand werkt. Als dat klopt, is het niet het beste instrument voor de doordachte adoptie van een huisdier.

Ik werk aan strategieën om impulsaankopen en ondoordachte adopties van huisdieren te voorkomen, want die dieren worden vaak opnieuw in de steek gelaten, wat hun welzijn niet ten goede komt.

De adoptie van een dier moet strikt omkaderd worden. Ik zal de Litouwse app, die moderniteit aan verleiding koppelt, in dat licht bestuderen.

De app die u vernoemt, wordt door slechts één asiel gebruikt. Voor een vergelijkbare app, die alle Brusselse asielen omvat, zou een gigantische coördinatie nodig zijn om over alle dieren voldoende kwaliteitsvolle informatie te kunnen bieden. Niet alle asielen in het gewest kunnen dat organisatorisch bolwerken.

Als op termijn blijkt dat de Litouwse app een meerwaarde biedt, kan ik overwegen om hem in Brussel in te voeren.

Voorlopig krijgt geen enkel digitaliseringsproject voor de dierensector steun. Ik ontvang geen aanvragen in die zin. Er wordt wel over nagedacht, maar het is te vroeg om projecten aan te kondigen.

115 **Mme Dominique Dufourny (MR).**- En effet, l'achat impulsif ne peut qu'engendrer un nouvel abandon par la suite. Ce n'est pas un cadeau que d'acheter un chien ou un chat. Au contraire, il convient d'avoir à l'esprit ce que cette démarche représente en matière de temps, de budget et d'attention.

L'accompagnement me pose également question. En effet, un animal adopté doit être rééduqué après parfois des mois passés en refuge : il faut tout lui réapprendre. Cette étape pouvant constituer une contrainte supplémentaire pour la personne qui adopte, peut-être serait-il opportun de lui proposer un accompagnement les quinze premiers jours pour l'aider à parfaire l'éducation de son animal.

- *L'incident est clos.*

119 **QUESTION ORALE DE MME DOMINIQUE DUFOURNY**

119 **à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,**

119 **concernant "l'application mobile pour signaler les animaux maltraités en Région de Bruxelles-Capitale".**

121 **Mme Dominique Dufourny (MR).**- Chaque jour, un nombre considérable de chats, chiens et autres animaux souffrent et meurent aux mains des personnes supposées prendre soin d'eux et les protéger. Les violences physiques ou psychologiques, la négligence et la maltraitance sont une réalité quotidienne pour de nombreux animaux. Leur seul espoir est qu'une personne bienveillante agisse avant qu'il ne soit trop tard.

En France, la Fondation 30 millions d'amis, une association pour la défense et la protection des animaux, a lancé une application portable permettant aux personnes témoins d'un acte de cruauté ou de barbarie de le signaler directement au service enquêtes de cet organisme. L'utilisation de l'application se déroule en plusieurs étapes. Tout d'abord, il y a lieu de compléter un formulaire, ensuite il faut poster une photo ou une vidéo du signalement de l'animal afin d'aider la fondation à démasquer les actes de cruauté envers nos compagnons à quatre pattes. Enfin, la fondation prend le relais en menant une enquête plus approfondie en collaboration avec la police.

En Région bruxelloise, le service d'inspection de Bruxelles Environnement fait fonction de police des animaux. Est-il envisageable de coordonner les cas de maltraitance avec un refuge animalier ?

Des subsides pour des initiatives prises par des communes, des acteurs privés ou des refuges animaliers, telle qu'une application mobile pour signaler les animaux maltraités, ont-ils été octroyés depuis 2019 ?

Mevrouw Dominique Dufourny (MR) (in het Frans).- *De aankoop van een dier moet inderdaad doordacht gebeuren.*

Wanneer een asiëldier wordt geadopteerd, moet dat worden heropgevoed. Dat kan ertoe leiden dat de persoon die het adopteerde, snel afhaakt en het dier in de steek laat. Het is wellicht een goed idee om de eerste twee weken begeleiding aan te bieden bij de heropvoeding van een geadopteerd dier.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW DOMINIQUE DUFOURNY

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de mobiele app om mishandelde dieren te melden in het Brussels Gewest".

Mevrouw Dominique Dufourny (MR) (in het Frans).- *Dagelijks sterven er heel wat dieren door toedoen van personen die eigenlijk voor hen moesten zorgen. Verwaarlozing en mishandeling zijn voor veel dieren dagelijkse kost. Het enige waarop ze kunnen hopen, is dat een goedmenende persoon actie onderneemt voor het te laat is.*

In Frankrijk bestaat er een app waarmee personen die getuige zijn van wreedheid tegenover dieren dat kunnen melden aan een vereniging die zich inzet voor dierenbescherming. Die laatste voert dan in samenwerking met de politie een onderzoek naar de feiten.

In het Brussels Gewest is de dienst inspectie van Leefmilieu Brussel bevoegd voor het onderzoek naar geweld op dieren. Is samenwerking met een asiel bij dierenmishandeling mogelijk?

Werden er sinds 2019 subsidies toegekend voor initiatieven ter bestrijding van dierenmishandeling?

Kan het online klachtenformulier op de website van Leefmilieu Brussel worden vereenvoudigd? Komt er ook in Brussel een mobiele app?

Est-il envisageable de simplifier le formulaire de plainte en ligne accessible sur le site de Bruxelles Environnement par la mise en place d'une application mobile ?

123 Combien de cas de maltraitance ont-ils été notifiés au service de plainte depuis 2019 ? De quelles situations s'agissait-il : négligence, maltraitance ? Quelles sont les solutions de conciliation entre la personne qui a posé un acte de maltraitance envers l'animal et l'animal en question ? Un contrôle est-il effectué par un agent du département du bien-être animal de Bruxelles Environnement ?

125 **M. Bernard Clerfayt, ministre.**- Vous pouvez effectivement qualifier le département bien-être animal de Bruxelles Environnement de "police des animaux" plutôt que de "police du bien-être animal". Comme je l'ai déjà indiqué, ce service travaille en étroite collaboration avec les polices locales des diverses zones bruxelloises.

Les inspecteurs vétérinaires de Bruxelles Environnement collaborent régulièrement avec les refuges agréés, notamment dans le cadre des saisies d'animaux. Cependant, les refuges sont des structures privées et non une autorité administrative ou judiciaire, contrairement aux inspecteurs de Bruxelles Environnement, aux policiers ou aux agents communaux chargés de la surveillance.

La Fondation 30 millions d'amis, que vous prenez pour exemple, est certes très puissante et jouit d'une très grande notoriété, mais elle reste une association privée, même si elle dispose de moyens d'enquête. Il n'y a de possibilité d'action qu'au travers des services publics formels, à savoir la police ou les services d'enquête du bien-être animal. Dès lors, si les refuges - dont l'aide est précieuse - peuvent épauler les autorités compétentes, ils ne sont pas pour autant habilités à réaliser des contrôles officiels ni des saisies d'animaux.

À ce jour, je ne connais aucune initiative privée telle qu'une application destinée à signaler l'existence de cas de maltraitance envers des animaux. Aussi, aucune demande de subvention, de participation ou de soutien ne nous est parvenue de cette nature. En revanche, il existe un formulaire de plainte en ligne sur le site de Bruxelles Environnement. Sur la base des informations recueillies, la police du bien-être animal de Bruxelles Environnement peut entamer une enquête et prendre les mesures prévues par la loi.

127 Ce formulaire est également accessible sur smartphone, via un navigateur web classique. Ainsi, les témoins d'un cas de négligence ou de maltraitance peuvent déjà commencer à compléter le formulaire sur place.

Le dépôt d'une plainte se déroule en plusieurs étapes. Il faut s'identifier car les services ont souvent besoin de recontacter le signalant pour recueillir des informations complémentaires qu'il a peut-être oublié d'indiquer ou qui sont trop imprécises pour être utilisées dans le cadre de l'enquête. Les informations demandées sont les suivantes : les observations, le lieu des faits,

Hoeveel gevallen van mishandeling of verwaarlozing zijn er bij de klachtendienst gemeld sinds 2019? Welke oplossingen tot verzoening tussen de dader en het betrokken dier worden er zoal voorgesteld? Voert Leefmilieu Brussel controles uit?

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans).- *De afdeling dierenwelzijn van Leefmilieu Brussel noemt u terecht beter dierenpolitie dan dierenwelzijnspolitie. Ze werkt nauw samen met de lokale politie.*

De inspecteurs dierenwelzijn van Leefmilieu Brussel werken geregeld samen met de erkende asielen, meer bepaald als er dieren in beslag worden genomen. In tegenstelling tot inspecteurs, politie of gemeenteambtenaren zijn asielen echter geen administratieve of gerechtelijke instelling.

De stichting 30 millions d'amis is alombekend, maar het blijft een privéorganisatie. Alleen de politie of diensten voor dierenwelzijn kunnen actie ondernemen. Asielen kunnen de bevoegde instanties ondersteunen, maar ze zijn niet bevoegd om officiële controles uit te voeren of dieren in beslag te nemen.

Ik heb geen weet van een app waarmee mensen dierenmishandeling kunnen melden. Er heeft ook niemand een subsidie gevraagd om zo'n app te ontwerpen. Er staat wel een klachtenformulier op de website van Leefmilieu Brussel. Op basis van de informatie die ze ontvangt, kan de dierenwelzijnspolitie van Leefmilieu Brussel een onderzoek starten en maatregelen nemen.

Getuigen van dierenmishandeling kunnen het formulier ook op hun smartphone invullen.

Een klacht indienen gebeurt in meerdere stappen. Eerst en vooral moet de getuige zich identificeren, want de diensten moeten tijdens hun onderzoek vaak aanvullende informatie vragen. Het gaat dan over wat er is gebeurd, waar het is gebeurd en wie er verantwoordelijk is. De naam van de verdachte opgeven, is niet verplicht, maar alle nuttige informatie is welkom.

les informations liées au contrevenant potentiel et permettant de localiser et de préciser la nature des faits, du lieu, etc. Il n'est pas obligatoire d'indiquer le nom de la personne suspectée de maltraitance animale, mais toute information pertinente qui permette à l'enquête d'avancer.

À l'instar d'une enquête de police quand une plainte est déposée contre X, le service d'inspection dispose de peu de moyens pour mener une enquête. Préciser le lieu, l'endroit, l'apparence du contrevenant permet d'affiner l'enquête. Il est également possible de joindre des photos pour illustrer le problème. Les photos fournissent souvent beaucoup d'informations sur les circonstances du cas de maltraitance potentiel signalé.

La possibilité de déposer une plainte via son téléphone mobile existe donc actuellement, et les étapes pour ce faire sont similaires à celles de l'application de 30 millions d'amis évoquée dans votre question.

Quant aux chiffres, en 2019, le service d'inspection a reçu 197 plaintes, dont 153 étaient recevables. Les 44 plaintes irrecevables concernent des faits qui ne sont pas relatifs au bien-être animal ou qui ne relèvent pas de la compétence de la Région bruxelloise. En 2020, le nombre de plaintes introduites au 30 septembre s'élève à 114 - les gens se sont peut-être moins promenés en raison du Covid-19 et ont donc moins observé leur environnement -, dont 29 ont été jugées irrecevables.

¹²⁹ Il s'agit principalement, pour les deux années mentionnées, de plaintes pour négligence à l'égard des animaux. Lorsque les agents sont confrontés à une situation d'infraction, ils tiennent compte de la gradation des mesures à prendre, selon la gravité des faits, la personnalité du responsable et le lien d'affection entre l'homme et l'animal.

En cas de négligence, le responsable est informé des mesures à prendre afin d'améliorer la situation de l'animal. En effet, l'objectif n'est pas de saisir ce dernier mais de corriger la situation de négligence ; celle-ci est parfois involontaire ou due au fait que le propriétaire de l'animal ne porte pas assez d'attention à certains aspects dont il n'a pas connaissance. Un simple rappel des règles est souvent suffisant, accompagné d'un suivi jusqu'à ce que la situation soit jugée correcte. Si aucun amendement du comportement n'est constaté à la suite de ces interventions, une saisie peut être envisagée en dernier recours.

En cas de négligence grave, la saisie peut survenir rapidement, voire immédiatement lorsque la situation l'exige.

En cas de maltraitance, la saisie peut également survenir immédiatement et sans possibilité de conciliation.

Bruxelles Environnement m'informe qu'il n'y a pas de différence notable entre les communes bruxelloises concernant les signalements. Il n'est pas possible de comparer les chiffres bruxellois avec ceux des autres Régions, car nous n'avons pas accès aux plaintes déposées auprès des services de ces dernières.

Net als bij een politieonderzoek tegen onbekenden heeft de inspectiedienst weinig middelen voor een onderzoek. De melding van de plaats en een signalement van de dader helpen het onderzoek vooruit. Er kunnen ook foto's worden toegevoegd.

Klacht indienen via de smartphone is dus al mogelijk en de stappen zijn dezelfde als die in de app van 30 million d'amis.

In 2019 ontving de inspectie 197 klachten, waarvan er 153 ontvankelijk waren. De 44 onontvankelijke klachten gingen vaak over feiten die niets met dierenwelzijn te maken hebben of geen bevoegdheid van het Brussels Gewest zijn. In 2020 waren er tot 30 september 114 klachten, waarvan 29 onontvankelijke.

Voor beide jaren gaat het voornamelijk om klachten over dierenverwaarlozing. Als de ambtenaren inbreuken vaststellen, houden ze rekening met de ernst, de persoonlijkheid van de verantwoordelijke en de affectieve band tussen mens en dier.

In geval van verwaarlozing wordt de verantwoordelijke gewezen op de maatregelen die hij moet nemen om het dierenwelzijn te verbeteren. Het is niet de bedoeling om het dier in beslag te nemen, maar om een einde te stellen aan de verwaarlozing. Soms is de verwaarlozing het gevolg van een gebrek aan kennis. Het herhalen van de regels en de follow-up van de situatie volstaan dan vaak. Als de toestand niet verbetert, is inbeslagname de laatste optie.

In geval van zware verwaarlozing kunnen dieren snel of zelfs onmiddellijk in beslag worden genomen.

In geval van mishandeling is inbeslagname onmiddellijk en zonder bemiddeling mogelijk.

Leefmilieu Brussel ziet geen grote verschillen tussen het aantal meldingen in de Brusselse gemeenten. We kunnen de Brusselse cijfergegevens niet vergelijken met die van andere gewesten, omdat we niet weten hoeveel klachten daar worden ingediend.

131 **Mme Dominique Dufourny (MR).**- En ce qui concerne la négligence, le tout est d'essayer d'apporter suffisamment de conditions pour que de tels cas ne se répètent plus. Une fois que les plaintes sont constatées, qui s'occupe du suivi de ces dossiers ? S'agit-il du service d'inspection de Bruxelles Environnement ou du référent au sein de chaque zone de police ?

131 **M. Bernard Clerfayt, ministre.**- Les plaintes qui sont gérées par le département du bien-être animal de Bruxelles Environnement sont suivies par ce service. Celui-ci peut néanmoins, en fonction des relations courantes qu'il entretient avec les référents "bien-être animal" dans les services de police, convenir d'un suivi local.

L'agent de quartier peut être chargé de vérifier si tel chien dans tel endroit présente un comportement qui ne témoigne plus de maltraitance, et d'en faire un rapport aux instances. En revanche, si la plainte porte sur des animaux proposés à la vente dans des magasins, il reviendra plutôt au service d'inspection d'effectuer le suivi et, le cas échéant, de procéder à une saisie.

135 **Mme Dominique Dufourny (MR).**- Je voudrais ajouter qu'au niveau des zones de police, il est important de déterminer les policiers référents et de s'assurer qu'ils soient désignés. En effet, il arrive que des agents changent de fonction. Dans le cadre du suivi des dossiers, il est essentiel que les mêmes référents suivent les mêmes dossiers. Pouvez-vous vous assurer que les référents soient bien définis dans chaque zone ?

135 **M. Bernard Clerfayt, ministre.**- Je n'ai pas de pouvoir sur les zones, mais sur le département bien-être animal. Ce service entretient des contacts avec les zones, qui se voient désigner un policier de contact référent. Il se peut que pour une question de réalisation, les zones modifient, de façon autonome, les attributions ou déplacent du personnel, ce dont nous ne prenons connaissance que lorsque la chaîne d'informations est rompue. Une nouvelle chaîne d'informations doit alors être créée.

Le rôle du département bien-être animal est de veiller à ce qu'il y ait un référent par zone, pour assurer le suivi des problèmes rencontrés.

- *L'incident est clos.*

141 **QUESTION ORALE DE MME VICTORIA AUSTRÆT**

141 **à M. Bernard Clerfayt, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, de la transition numérique, des pouvoirs locaux et du bien-être animal,**

141 **concernant "l'attribution d'un subside de 60.000 euros à la VUB pour tester une méthode alternative à l'expérimentation animale".**

143 **Mme Victoria Austræet (indépendante).**- Dans le cadre de la Journée mondiale des animaux du 4 octobre dernier, vous avez

Mevrouw Dominique Dufourny (MR) (in het Frans).- *We moeten alles in het werk stellen om verwaarlozing te voorkomen. Wie volgt de dossiers op eens er klacht is ingediend?*

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans).- *De afdeling dierenwelzijn van Leefmilieu Brussel staat in voor de behandeling van de klachten. De dienst kan echter afspreken dat de lokale politie de klacht onderzoekt.*

De wijkagent kan de opdracht krijgen om na te gaan of een bepaalde hond niet langer wordt mishandeld en daar een rapport over op te maken. Als de klacht een dierenwinkel betreft, staat de inspectie in voor de verdere afhandeling en de eventuele inbeslagname.

Mevrouw Dominique Dufourny (MR) (in het Frans).- *Weet u zeker dat elke politiezone over een deskundige in het dierenwelzijn beschikt? Dat is belangrijk als ze van a tot z instaan voor dossiers.*

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans).- *Ik ben bevoegd voor dierenwelzijn, niet voor de politiezones. De dienst staat in contact met de zones. De zones kunnen opdrachten aanpassen of personeel overplaatsen, maar dat merken we pas als de informatie niet langer doorstroomt.*

De afdeling dierenwelzijn moet ervoor zorgen dat elke zone over een deskundige in het dierenwelzijn beschikt die erover waakt dat problemen worden opgelost.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW VICTORIA AUSTRÆT

aan de heer Bernard Clerfayt, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

betreffende "de toekenning van een subsidie van 60.000 euro aan de VUB om een alternatief voor dierproeven te testen".

Mevrouw Victoria Austræet (onafhankelijke) (in het Frans).- *Op internationale dierendag kondigde u aan dat de Vrije*

annoncé l'attribution d'un subside de 60.000 euros à la Vrije Universiteit Brussel (VUB), afin que celle-ci développe et teste une méthode alternative à l'expérimentation animale.

L'article de presse publié à ce propos explique que le projet vise plus précisément à développer une méthode de test in vitro pour un médicament contre la fibrose hépatique. L'attribution de ce subside est évidemment une bonne chose : l'année dernière, selon les statistiques officielles, l'expérimentation animale a causé la mort de 62.641 animaux en Région bruxelloise. Si ce nombre suit une tendance à la baisse, il faut toutefois rappeler que la Belgique est le cinquième plus gros utilisateur d'expériences sur animaux en Europe, et que notre pays occupe tristement la quatrième place des États européens ayant recours aux tests les plus douloureux sur animaux.

En novembre 2019, un autre subside de 50.000 euros avait été attribué, toujours à la VUB, en vue de la réalisation d'un cadastre recensant les méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Ces subsides vont donc dans le bon sens, mais sont bien entendu insuffisants pour amener un changement drastique dans la situation des animaux de laboratoire.

À ce propos, les intentions du gouvernement ne sont pas très claires. En octobre 2019, vous indiquiez en réponse à une question orale de ma collègue Ingrid Parmentier que l'objectif de zéro expérimentation n'était pas réaliste. Le 4 octobre 2020, la presse publiait une citation de votre part selon laquelle les méthodes alternatives sont cruciales pour - je cite - maintenir l'objectif visant à supprimer toute expérimentation animale.

Cette contradiction dans les annonces empêche de connaître les intentions du gouvernement en la matière. S'il veut se montrer ambitieux et croire finalement en cet objectif, le gouvernement doit aller plus loin que l'attribution d'un subside à une université et fixer, par exemple, une réduction claire dans la loi du nombre d'animaux utilisés chaque année.

¹⁴⁵ Il est de notoriété publique que la règle des trois R - remplacement, réduction et raffinement -, qui est censée être en application depuis des décennies, ne constitue pas une réponse adéquate aux souffrances des animaux.

Ce nouveau subside de 60.000 euros à la VUB entre-t-il toujours dans le cadre de l'appel à projets sur les méthodes alternatives, annoncé l'année dernière lors de la présentation du budget de la Région ? Dans l'affirmative, d'autres institutions que la VUB ont-elles répondu à cet appel à projets ?

Le gouvernement a-t-il prévu l'attribution d'autres subsides à l'avenir ?

Le gouvernement peut-il clarifier son objectif en matière d'expérimentation animale ? A-t-il déjà pu travailler à une politique à cet égard ?

Univeriteit Brussel (VUB) 60.000 euro subsidie krijgt voor de ontwikkeling van een alternatief voor dierproeven.

Volgens de media gaat het concreet om de ontwikkeling van een in-vitrotest voor leverfibrose. De subsidie is goed nieuws, want volgens de officiële statistieken zijn vorig jaar in het Brussels Gewest 62.641 dieren bij proeven aan hun einde gekomen. Hoewel we een dalende trend zien, is België de op vier na grootste gebruiker van proefdieren in Europa en bekleedt het de vierde plaats van de Europese landen die de pijnlijkste tests op dieren uitvoeren.

In november 2019 kreeg de VUB ook al een subsidie van 50.000 euro om een overzicht te maken van de alternatieven voor dierproeven. De subsidies zijn goed besteed, maar ze volstaan niet om het lot van proefdieren drastisch te verbeteren.

De intenties van de regering met betrekking tot proefdieren zijn niet erg duidelijk. In oktober 2019 zei u dat streven naar de afschaffing van dierproeven niet realistisch is. Op 4 oktober zei u dan weer dat alternatieven essentieel zijn in het streven naar de doelstelling om dierproeven af te schaffen.

Die tegenspraak maakt dat de regeringsintenties niet duidelijk zijn. Als ze in de doelstelling wil geloven, moet ze verder gaan dan de toekenning van een subsidie en bijvoorbeeld een duidelijke beperking opleggen van het aantal dieren dat jaarlijks aan proeven mag worden onderworpen.

Het is algemeen bekend dat vervanging, vermindering en wijzigingen van dierproeven niet volstaan om dierenleed volledig uit te bannen.

Maakt de 60.000 euro voor de VUB nog steeds deel uit van de projectoproep voor alternatieven die vorig jaar bij de presentatie van de begroting werd aangekondigd? Zijn naast de VUB nog andere instellingen op de projectoproep ingegaan?

Gaat de regering nog andere subsidies toekennen?

Heeft de regering al een dierproevenbeleid uitgestippeld?

147

M. Bernard Clerfayt, ministre. - Je me réjouis que vous suiviez mes propos avec tant d'attention et que vous citiez certaines de mes phrases. Cependant, si on veut les opposer, comme vous le faites, il faut alors lire la phrase dans son contexte pour en comprendre le sens.

Quand j'ai indiqué que l'objectif de zéro expérimentation n'était pas réaliste, en réponse à une question de Mme Parmentier, j'ai exposé dans ce même paragraphe que, dans le cadre de l'avancée de la médecine, nous effectuons aussi des expérimentations sur les êtres humains pour tester des médicaments.

L'objectif de zéro expérimentation sur les animaux et même sur les humains n'est pas réaliste. En revanche, j'ai expliqué qu'il n'y avait pas de raison de faire souffrir davantage les animaux que les êtres humains. Si elle existe encore - espérons-le de moins en moins grâce à notre action -, cette expérimentation doit se faire avec l'objectif de réduire le plus possible la souffrance animale ou humaine. Voilà le sens de la phrase que vous citez.

Il n'y a pas eu d'appel à projets en matière d'expérimentation animale. Le subside de 60.000 euros accordé à la Vrije Universiteit Brussel (VUB) résulte d'une demande directe de celle-ci en faveur d'un subside facultatif. Cette requête s'inscrit dans les différents travaux menés depuis plusieurs années par le service "In Vitro Toxicology and Dermato-cosmetology" (IVTD) de la VUB afin de proposer des modèles in vitro pour la recherche expérimentale toxicologique.

149

La recherche in vitro permet donc de diminuer l'utilisation d'animaux et, partant, la souffrance animale dans le cadre d'expérimentations.

D'autres subventions pourraient être attribuées dans les limites de l'enveloppe budgétaire consacrée à cette thématique. Le budget étant de 110.000 euros, il pourrait y avoir des soutiens à d'autres initiatives qui vont dans le même sens.

Comme vous le savez, l'expérimentation animale est encadrée au niveau européen par la directive 2010/63, dont le préambule précise qu'elle constitue une étape vers l'objectif final visant l'abolition de l'expérimentation animale. Nous nous inscrivons bien dans cette directive, mais étape par étape, sans l'ambition de changer le monde immédiatement. Le travail du gouvernement est dès lors encadré et la marge de manœuvre limitée, puisqu'il n'est pas possible pour les États membres d'aller au-delà de ce qui est prévu par la directive.

Compte tenu de ces limitations, l'objectif du gouvernement a été fixé clairement dans la déclaration de politique régionale (DPR) et vise une diminution drastique de l'utilisation d'animaux de laboratoire. Nous sommes d'ailleurs transparents en ce qui concerne le nombre d'animaux.

Le chiffre que vous citez résulte de notre volonté de transparence : la publication annuelle d'un rapport sur l'expérimentation animale nous permet de suivre la situation et de disposer collectivement d'instruments pour atteindre cet objectif.

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans).- *Het verheugt me dat mijn uitlatingen op zoveel belangstelling kunnen rekenen, maar als u mij citeert, moet u wel de context vermelden.*

Streven naar een volledige afschaffing van alle proeven op dieren en mensen is niet realistisch. Dat heb ik inderdaad gezegd. De bestaande dierproeven moeten echter zo worden uitgevoerd dat er zo weinig mogelijk dierenleed aan te pas komt.

Er is geen projectoproep in verband met dierproeven verspreid. De subsidie van 60.000 euro voor de VUB is het resultaat van een rechtstreekse aanvraag van een facultatieve subsidie voor het werk van de In Vitro Toxicology and Dermato-cosmetology Service van de VUB.

In-vitro-onderzoek maakt het mogelijk om minder dieren te gebruiken en bijgevolg het dierenleed terug te dringen.

Omdat er 110.000 euro was begroot voor initiatieven om dierproeven te beperken, kunnen we ook andere, soortgelijke initiatieven nog steun geven.

Zoals u weet, vallen dierproeven onder de Europese richtlijn 2010/63, die een afschaffing van dierproeven nastreeft. We staan achter die doelstelling, maar daar moet stap voor stap werk van worden gemaakt. De regering heeft dus beperkte manoeuvreerruimte, want lidstaten moeten zich aan de Europese richtlijn houden en mogen dus ook niet verder gaan.

De regeringsdoelstelling staat duidelijk in de gewestelijke beleidsverklaring: we streven naar een gevoelige vermindering van het aantal laboratoriumdieren.

Het is omdat wij transparant communiceren, dat u het aantal proefdieren kent. Het jaarlijkse dierproevenverslag houdt ons bij de les.

Dankzij het wettelijke kader moet er nu zo mogelijk op alternatieven voor dierproeven worden overgeschakeld. Aangezien die niet in alle onderzoekssectoren bestaan, subsidieert de regering alternatieve methodes en informatieverstrekking aan onderzoekers door een lijst met alternatieven voor dierproeven op te stellen en bij te werken.

Si j'étais inattentif, je suis sûr que d'autres attireraient à nouveau mon attention sur la question. La publication des chiffres et la transparence sont les premiers gages d'une bonne politique.

Le cadre légal impose actuellement de recourir, lorsqu'elles existent, aux méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Puisqu'elles n'existent pas dans tous les secteurs de la recherche, le gouvernement subventionne la recherche de méthodes alternatives, mais également l'information des chercheurs par la création et la mise à jour continue du cadastre des méthodes alternatives. Le subside attribué à la VUB contribue à tenir à jour un cadastre des méthodes alternatives rendu public au bénéfice de tous les chercheurs - de Bruxelles et d'ailleurs - pour diffuser toutes les méthodes alternatives et ainsi contribuer - je l'espère - à une réduction structurelle et durable du nombre d'expérimentations animales.

151 **Mme Victoria Austraet (indépendante).**- Je comprends donc que l'objectif ambitieux du gouvernement bruxellois vise la fin de la souffrance des animaux en laboratoire. Si les fonds ponctuels à la recherche alternative restent une bonne chose, ils ne peuvent cependant pas se substituer à une politique contraignante de la Région en matière d'expérimentation animale pour parvenir à cet objectif.

Vous citez le cas de la directive européenne qui a le mérite de poser des balises, mais elle ne permet pas à elle seule d'envisager un horizon sans test sur animaux. À la question écrite que j'ai adressée il y a quelques semaines à M. Maron, je n'ai pas obtenu de réponse sur le financement des tests sur animaux, car le montant des fonds publics alloués à ce type de recherche n'est pas connu.

151 **M. Bernard Clerfayt, ministre.**- En matière de recherche et d'innovation, certains fonds sont peut-être disponibles à travers Innoviris, qui relève de la compétence de Mme Barbara Trachte. Je vous invite à adresser votre question à cette dernière.

- *L'incident est clos.*

151

Mevrouw Victoria Austraet (onafhankelijke) (in het Frans).- *Het is dus de ambitie van de Brusselse regering om een einde te maken aan dierenleed in laboratoria. Subsidies voor onderzoek naar alternatieven zijn nodig, maar zdat betekent niet dat het gewest geen dwingend beleid hoeft te voeren.*

U verwijst naar de Europese richtlijn, maar die volstaat op zich niet om een einde te maken aan dierproeven. Op een schriftelijke vraag aan minister Maron kreeg ik geen antwoord over de financiering van dierproeven, want het is niet duidelijk hoeveel openbare middelen er naar dat soort onderzoek gaan.

De heer Bernard Clerfayt, minister (in het Frans).- *Voor onderzoek en innovatie zijn er misschien fondsen beschikbaar via Innoviris, maar dat is de bevoegdheid van staatssecretaris Trachte.*

- *Het incident is gesloten.*